nonfiction.fr
Le quotidien des livres et des idées

Yann Algan : "comprendre l'impact de la culture et des valeurs sur les comportements économiques"

[mardi 28 juin 2011 - 10:00]

Yann Algan mène des recherches en économie expérimentale et comportementale à Sciences Po où il enseigne principalement la macroéconomie et la politique économique. Il répond ici aux questions de nonfiction.fr dans le cadre d'un dossier consacré aux nouveaux économistes français.

Nonfiction.fr - *Quand et comment avez-vous décidé de devenir économiste ?*

Yann Algan - Etonnamment, je me suis tourné assez tardivement vers l'économie. J'ai suivi un parcours universitaire avec un double diplôme en économie et en philosophie et ce sont mes interrogations en philosophie qui m'ont décidé à devenir économiste ! Je m'intéressais beaucoup au rôle de l'éthique et de la morale pour comprendre les interactions entre les individus. Mais la philosophie n'offrait pas d'outils de validation empirique. La philosophie expérimentale est encore peu développée : vous ne pouvez pas tester concrètement des hypothèses relatives à l'influence des valeurs morales ou de la confiance sur le comportement des individus. Au contraire, l'économie donne la possibilité de valider des données de manière beaucoup plus opératoire en proposant des protocoles expérimentaux bien établis. L'emprise sur le réel est beaucoup plus concrète. Par ailleurs, le retour aux anciens reste très présent dans l'approche philosophique tandis que la part de la créativité et de l'empirisme sont plus développées en économie, ce que je crois plus fécond. Finalement, quand j'ai écrit ma thèse et mes premiers travaux sur l'importance des valeurs dans les comportements économiques, j'ai décidé de faire en économie ce que je ne pouvais pas faire en philosophie.

Nonfiction.fr – *Quels ont été vos maîtres à penser et en quoi le furent-ils ?*

Yann Algan – Le premier auteur à m'avoir marqué n'est pas un économiste mais un philosophe : Lévinas. Sa réflexion autour des problèmes de morale, de la responsabilité à partir d'expériences concrètes dans nos rapports aux autres a remis en cause l'approche très conceptuelle de la philosophie morale antérieure. En s'interrogeant sur la Shoa, Lévinas a confronté les règles de droit et de morale construites a priori, com me chez Kant, à la réalité. Il a cette exigence qui est devenue pour moi un principe fondamental de toujours partir du réel et de tester empiriquement les hypothèses.
D'autres m'ont aidé à avancer dans ma réflexion, notamment des sociologues quantitativistes comme Bob Putnam qui se sont penchés sur la question du capital social. En économie en tant

que telle, je suis sensible au travail des chercheurs qui ont la créativité de mobiliser la réflexion économique sur des thèmes relevant d'autres disciplines : Alesina, par exemple avec qui j'ai travaillé à Harvard, qui s'intéresse aux interactions entre les politiques publiques et les valeurs au sein d'une société mais aussi Samuel Bowles et Ernst Fehr qui ont utilisé l'anthropologie pour expliquer l'importance de la confiance dans les motivations économiques. Plus généralement, je suis sensible aux auteurs pluridisciplinaires que je définirai comme des "microéconomistes expérimentaux".

Nonfiction.fr – *Sur quoi portent actuellement vos travaux ?*

Yann Algan – Mes recherches visent à comprendre l'impact de la culture et des valeurs telles que la confiance dans les autres sur les comportements économiques. Et inversement comment les politiques publiques peuvent développer des comportements pro-sociaux. C'est une approche qui s'éloigne des standards de l'économie traditionnelle et qui redonne sa place à la compréhension du rôle des croyances dans les motivations économiques. Elle s'est beaucoup développée dans les universités américaines, notamment à Harvard. Je mène principalement ces recherches avec Pierre Cahuc en France et Philippe Aghion, Alberto Alesina et Andrei Shleifer aux Etats-Unis

Plus récemment, j'ai reçu un financement européen pour développer un Médialab à Sciences Po. Nous analysons tout d'abord comment se développe un nouveau type de coopération de type wikipedia ou opensoftware sur le web. Nous proposons également de nouveaux indicateurs de bien-être des sociétés en suivant les traces émotionnelles que les individus laissent sur le web. Il est par exemple possible de mesurer le niveau de stress ou la santé des Français en suivant le nombre de recherches sur Google qui sont liées à des mots clefs telles que le mal de dos, la fatigue, le harcèlement… Il s'agit d'une méthode bien supérieure aux enquêtes d'opinion habituelles car vous observez les comportements révélés, ici les recherches de mots clefs sur internet. En outre vous pouvez prendre le pouls de la société en temps continu et sur des échelles de populations beaucoup plus vastes qu'autrefois.

Je travaille également beaucoup sur le rôle des politiques éducatives pour développer les comportements pro-sociaux des individus, et les répercussions économiques de tels comportements. Jusqu'à présent les recherches en économie relatives à l'éducation se sont focalisées sur la mesure des capacités cognitives telles que le niveau scolaire et non sur les capacités non cognitives telles que l'estime de soi ou la confiance. Avec une équipe de psychologues de Montréal, nous montrons que des politiques de la petite enfance qui se focalisent sur le développement des capacités non cognitives peuvent avoir des conséquences à long terme aussi bien sur votre réussite à l'école que sur votre insertion sur le marché du travail et votre bien-être.

Avec Pierre Cahuc et André Shleifer, nous avons également utilisé de grandes enquêtes internationales pour mesurer les différences de méthodes d'enseignement entre les différents pays. Il s'agit de comprendre comment les étudiants sont éduqués, au-delà de leur seul diplôme. Nous avons constaté de grandes différences de méthodes pédagogiques entre pays. Dans les pays nordiques ou anglo-saxons, les enseignants insistent surtout sur le travail en groupe des étudiants. Au contraire, dans des pays tels que la France et le Japon, les enseignants passent beaucoup plus de temps à faire des cours au tableau pendant que les élèves prennent des notes en silence. Les méthodes d'enseignement sont plus verticales, et les enfants n'apprennent pas assez à coopérer entre eux. Nous montrons que le niveau de capital social d'un pays est lié à son système éducatif. Ainsi, dans les pays nordiques ou anglo-saxons où l'enseignement privilégie le travail en groupe des élèves, le niveau de confiance déclaré entre citoyens est plus élevé que dans des pays comme la France où les relations d'éducation sont plus verticales. C'est aussi une des raisons pour lesquelles les relations dans le monde de

l'entreprise ou entre les citoyens et les institutions sont plus conflictuelles au sein de la société française. Ces travaux montrent que le système éducatif conditionne la structure d'une société.
Les méthodes de travail que nous utilisons s'inscrivent dans l'économie expérimentale ou l'économie comportementale. Ces méthodes sont bien différentes de la macroéconomie. Grâce à des protocoles rigoureux en laboratoire, nous essayons de mesurer les motivations monétaires et les motivations non monétaires, telles que l'éthique, l'altruisme ou les normes sociales dans les décisions économiques. On se sert pour cela d'expériences contrôlées en laboratoire qui permettent de faire interagir des individus à partir de jeux, tels que les jeux de confiance. Cependant Il est aussi essentiel d' "aller sur le terrain" en confrontant les enseignements d'une expérience de laboratoire, réalisée auprès d'un nombre restreint d'individus à la réalité. Pour ce faire, nous menons nos protocoles expérimentaux pour mesurer les comportements de coopération sur de larges groupes de la population : les jeunes de banlieue, les salariés, les wikipedians…

Nonfiction.fr - *Que pensez-vous de ce courant de pensée selon lequel la science économique subirait une crise systémique, provoquée notamment par son incapacité relative à prévoir la crise de 2008 ?*

Yann Algan - La crise financière a remis en question un courant de pensée basé sur la théorie des agents représentatifs, autrement dit une représentation fictive de l'économie incapable de modéliser les inégalités entre les individus. Mais l'économie est une discipline large : les approches en économie sont diverses aujourd'hui, c'est pourquoi on ne peut pas parler de crise systémique de la recherche économique. Condamner l'économie dans son ensemble serait nier la richesse des développements qui ont eu lieu au cours de ces dernières décennies. A l'heure actuelle, il n'y a pas un département dans les grandes universités qui retienne des hypothèses de concurrence pure et parfaite, d'agents parfaitement rationnels. Cette crise est celle d'un courant de pensée qui ne représente pas l'ensemble de l'économie. C'est la macroéconomie traditionnelle qui est en crise plutôt que l'économie. L'économie expérimentale dans laquelle je m'inscris, cherche depuis longtemps à intégrer des hypothèses tenant compte de l'hétérogénéité des agents, des inégalités, ou encore de leur comportement de coopération.

Nonfiction.fr - *Y a-t-il une particularité de l'école française de l'économie, si tant est que cette dernière existe réellement ?*

Yann Algan - Je ne crois pas qu'on puisse parler d'une école française d'économie. La réflexion économique dépasse le cadre des frontières, les équipes de chercheurs sont internationales. Même si des méthodes ont été développées par de jeunes français brillants comme Esther Duflo, elles ont été conçues souvent ailleurs qu'en France, grâce à un échange et à un travail de réflexion avec des chercheurs aux Etats-Unis le plus souvent.
En revanche, il est vrai que certains thèmes comme le marché du travail et le chômage sont plus développés au sein de la recherche française que dans les départements américains, car nous étions plus directement confrontés à ces problèmes. Avec la crise mondiale actuelle, cela va sans doute évoluer.

Nonfiction.fr - *Que penser de l'apport de l'économie expérimentale à la réflexion économique plus traditionnelle ?*

Yann Algan - Il y a encore quelques années, l'économie expérimentale restait majoritairement cantonnée à des expériences en laboratoire, basées sur la sélection de petits groupes d'étudiants. Aujourd'hui, nous sommes à un carrefour : nous sommes capables d'élargir nos expériences à des sujets concrets concernant les problématiques de la société civile. Nous élargissons nos méthodes expérimentales pour comprendre l'impact des politiques publiques en matière d'éducation, de santé, d'insertion sur le marché du travail, ou encore l'impact de politique managériale sur le comportement des salariés au sein d'une entreprise. L'économie expérimentale gagne donc encore plus d'intérêt qu'elle est sortie de son laboratoire.
La prise en compte de l'approche expérimentale s'est aussi considérablement développée avec l'utilisation des données du web, le data mining. Aujourd'hui, nous sommes en effet entrés dans l'ère de la "mass anthropology" : nous avons accès à un nombre considérable de données qui concernent les valeurs et les comportements des individus par les traces qu'ils laissent sur le web. L'accès à cette masse d'information considérable, disponible en continu permet d'obtenir une analyse très fine des comportements individuels et de prendre le pouls d'une société quasiment en temps réel. On peut atteindre une grande finesse d'analyse, aussi bien au niveau de l'analyse comportementale individuelle que de l'analyse "macroscopique". C'est une chance inestimable pour décloisonner les frontières entre des analyses économiques centrées sur les individus, où les normes sociales sont données, et une sociologie plus focalisée sur les normes que sur les comportements individuels.

Nonfiction.fr - *Pouvez-vous nous dire en quoi l'économie, et plus précisément la recherche économique, n'est pas qu'une matière théorique et technique : comment touche-t-elle la vie de tous ?*

Yann Algan - C'est sa vocation même : le sujet de la recherche économique est l'être humain et sa manière de vivre en société. Les recherches menées sur les politiques publiques concernent des mesures qui touchent la vie de tous : l'impact de pratiques pédagogiques sur le développement de la personnalité des enfants, l'impact de la politique de l'emploi sur le marché du travail ou des politiques fiscales sur les inégalités et les relations entre les citoyens répondent à nos préoccupations directes.
De même, au cours de ces dernières années, les chercheurs ont développé des travaux empiriques pour comprendre l'origine du bonheur et du bien être chez les individus. On a constaté que le bien-être n'était pas seulement lié aux revenus mais aussi au climat de confiance au sein d'une société et à la qualité des relations sociales entre les citoyens. Mais la théorie reste importante pour isoler les mécanismes et les variables spécifiques sur lesquels les politiques économiques peuvent agir.

Nonfiction.fr - *Les économistes doivent-ils avoir un rapport au politique, l'homme comme le concept ?*

Yann Algan - Le travail de l'économiste ne doit pas être de raisonner à partir d'une pensée politique mais se fonder sur une méthodologie rigoureuse et ses recherches. En ce sens, l'économie et la recherche en général n'est ni de droite ni de gauche. La recherche est avant tout humaine, et doit rester humble et modeste.
En France, le questionnement sur les présupposés politiques des chercheurs est plus important qu'ailleurs. Cela se retrouve malheureusement même au sein de la communauté scientifique française, où les critiques portent trop souvent sur vos supposées motivations politiques, type de critique inenvisageable dans la recherche internationale. Les critiques devraient avant tout questionner les méthodes, s'intéresser au respect des procédures scientifiques et à l'apport

d'une réflexion économique sur le plan de la connaissance plutôt que de les analyser sous le prisme d'un postulat politique. Cela empêche le développement d'un débat scientifique serein et fécond qui permettrait de réfléchir au développement de notre savoir plutôt que de renvoyer à un clivage droite-gauche.
En revanche, les recherches que l'on mène peuvent bien entendu conduire à se former ses propres convictions, c'est tout-à-fait légitime. Ainsi, mes travaux montrent que des sociétés égalitaires, transparentes avec des relations équitables, comme une fiscalité plus juste, favorisent le développement de la confiance entre citoyens. Mais pour le moment, mon rapport avec les hommes politiques consiste à voir comment ils peuvent nous aider à mener nos recherches à un niveau local. Si mes recherches proposent des pistes de réflexion aux politiques, elles s'adressent en premier lieu aux citoyens : c'est à eux ensuite qu'appartient la décision d'influencer les lignes politiques par leur vote.

Nonfiction.fr - *Quels seront, ou quels devront être, les grands sujets de politique économique à aborder en 2012, pour le prochain président de la République et son gouvernement ?*

Yann Algan - On constate aujourd'hui au sein de la société française de forts clivages et un climat de défiance qui confinent au pessimisme et à un certain mal-être. Un des défis du prochain mandat présidentiel sera de parvenir à redonner confiance et cohésion à cette société. Trois thèmes me semblent cristalliser les crispations des français : l'éducation, le marché du travail et les institutions.
Sur la question de l'éducation, le système pédagogique français est encore très élitiste : la notion de classement est très présente et fige les statuts pour une bonne partie de votre vie. C'est un élément qui alimente l'anxiété et le pessimisme de la jeunesse au moment où l'insertion des jeunes est fondamentale. La solution passe par une politique éducative plus ambitieuse qu'à l'heure actuelle et le choix d'un système pédagogique plus enclin à favoriser des comportements coopératifs.
Ce climat de défiance est aussi très présent dans les relations de travail en France. Les notions de hiérarchie, de verticalité sont importantes dans le management à la française et constituent un frein au développement de comportements coopératifs. L'augmentation de la précarité, la souffrance au travail, la segmentation du marché de l'emploi et plus généralement la politique managériale dans leur ensemble sont des thèmes souvent occultés du débat politique alors qu'ils constituent des points clés pour comprendre le mal-être des français.
Enfin, cette crise de confiance touche les relations entre les citoyens vis-à-vis de l'Etat. Pour reconstruire un rapport de confiance, cela implique de veiller à la transparence des institutions, à la question des conflits d'intérêts et au caractère équitable des politiques publiques. Une des premières clauses d'un nouveau de contrat de confiance est, en premier lieu, la réforme attendue de la fiscalité en vue d'un système plus transparent et équitable pour fonder un socle de coopération entre les citoyens. Les récents travaux de Landais, Piketty et Saez à ce sujet sont particulièrement intéressants.

Nonfiction.fr - *Ce diagnostic se retrouve-t-il dans d'autres pays, notamment en Europe ou la France est-elle un cas spécifique ?*

Yann Algan - Il y a certainement une spécificité française. Dans les pays scandinaves ou anglo-saxons, mais aussi en Allemagne où la démocratie sociale est beaucoup plus développée qu'en France, les notions de classement, l'existence de clivages sont moins présentes. Dans d'autres pays méditerranéens, comme l'Italie par exemple, on retrouve certaines caractéristiques françaises sans que les situations soient totalement comparables. La spécificité française tient au rôle fondateur historique de l'Etat. En France, la relation de l'Etat

aux individus est beaucoup plus sensible du fait du rôle de l'Etat français dans la constitution des libertés. L'incapacité de l'Etat français à proposer un nouveau modèle d'Etat providence qui tienne compte de la nouvelle typologie des risques de notre société post industrielle et de leur complexité explique la déchirure observée aujourd'hui. Ainsi en matière de marché du travail, vous n'avez aucune sécurisation des parcours professionnels, en matière de risques sanitaires, l'affaire du mediator est venue rappeler l'opacité du fonctionnement des institutions de santé. La défiance des français vis à vis des institutions est plus prononcée que dans les autres pays. Or ceci n'a rien de culturel, mais s'explique avant tout par les dysfonctionnements de notre démocratie sociale et politique, et par des relations trop hiérarchiques aussi bien à l'école, dans les entreprises que dans les relations entre les citoyens et leurs institutions.

Propos recueillis par Eloi Perrin-Aussedat.

*** A lire sur nonfiction.fr : notre dossier sur les nouveaux économistes français.**

rédacteur : Eloi PERRIN-AUSSEDAT, Critique à nonfiction.fr
Illustration : Yann Algan